

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/M/2

21 avril 1995

(95-0984)

Conseil du commerce des marchandises

3 avril 1995

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard

le 3 avril 1995

Président: M. M. Endo

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. Règlement intérieur du Conseil du commerce des marchandises	2
2. Arrangements ad hoc pour la participation d'organisations internationales intergouvernementales aux réunions du Conseil du commerce des marchandises et de ses organes subsidiaires	2
3. République dominicaine - Renégociation de la Liste XXIII - Demande de dérogation	3
4. Mise au point définitive des listes de concessions concernant les marchandises (suivi de la réunion de vérification informelle du 31 mars 1995 du Comité de l'accès aux marchés)	3
5. Notification présentée par la Malaisie conformément à l'article XVIII:C du GATT de 1994 et à la Décision de 1979 sur les mesures de sauvegarde à des fins de développement - Rapport sur les consultations	4
6. Accord sur l'inspection avant expédition - Rapport intérimaire sur le statut juridique de l'entité indépendante prévue à l'article 4 de l'Accord	4
7. Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce - Recommandation du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce	5
8. Accords de libre-échange entre la République tchèque et la Roumanie et entre la République slovaque et la Roumanie	6
9. Groupe de travail de l'élargissement de l'Union européenne: Adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède aux Communautés européennes - Présidence du Groupe de travail	6

Le Président a souhaité la bienvenue aux délégations à la deuxième réunion du Conseil du commerce des marchandises, convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/54. Il a relevé que plusieurs groupes de travail de l'accession de certains pays au GATT de 1947 étaient devenus des groupes de travail de l'accession à l'OMC. Selon l'usage, les gouvernements dont le processus d'accession était officiellement engagé avaient été invités à assister aux réunions de l'OMC en qualité d'observateurs. A ce titre, il a souhaité la bienvenue à l'Albanie, à l'Algérie, à l'Arménie, à l'Estonie et à la Lettonie, invitées en qualité d'observateurs aux réunions du Conseil du commerce des marchandises.

Il a aussi fait observer que, conformément aux arrangements ad hoc pour la participation d'organisations internationales intergouvernementales et comme il avait été convenu à la réunion informelle du Conseil du commerce des marchandises du 27 mars 1995, les organisations qui avaient été invitées à la première réunion du Conseil, à savoir l'ONU, la CNUCED, le FMI et la Banque mondiale, avaient également été invitées à sa deuxième réunion. Il avait par ailleurs été décidé d'inviter à cette réunion la FAO, l'OCDE, le Bureau international des textiles et des vêtements et l'Organisation mondiale des douanes, qui avaient demandé à avoir le statut d'observateur au Conseil du commerce des marchandises. Il a souhaité la bienvenue aux organisations précitées.

1. Règlement intérieur

1.1 Le Président a rappelé qu'à la première réunion du Conseil du commerce des marchandises, tenue le 20 février 1995, le Conseil l'avait autorisé à engager des consultations afin d'établir le règlement intérieur, conformément à l'article IV:5 de l'Accord sur l'OMC. Ces consultations informelles ont abouti à l'élaboration d'un projet de règlement intérieur contenu dans le document G/C/W/2. Le Président a proposé que le Conseil adopte ce règlement intérieur. Il a également proposé que les organes subsidiaires du Conseil qui souhaitaient établir un règlement intérieur pour leurs propres besoins envisagent d'adopter celui du Conseil, en lui apportant les modifications nécessaires.

1.2 Le Conseil du commerce des marchandises en est ainsi convenu.

2. Arrangements ad hoc pour la participation d'organisations internationales intergouvernementales aux réunions du Conseil du commerce des marchandises et de ses organes subsidiaires

2.1 Le Président s'est référé à la déclaration faite par le Président du Conseil général à la réunion informelle des Chefs de délégations, le 16 mars 1995, au cours de laquelle avaient été adoptés des arrangements ad hoc pour la participation d'organisations internationales intergouvernementales. Le Conseil du commerce des marchandises devant décider, à chaque réunion, quelles organisations inviter à sa réunion suivante, le Président a proposé qu'en attendant l'adoption de critères et conditions régissant l'octroi aux organisations internationales intergouvernementales du statut d'observateur à l'OMC, et si aucune délégation n'y voyait d'objection, les organisations invitées à la réunion en cours le soient également à la suivante. Ces organisations étaient les suivantes: ONU, CNUCED, FMI, Banque mondiale, FAO, OCDE, Bureau international des textiles et des vêtements et Organisation mondiale des douanes.

2.2 Le Conseil du commerce des marchandises en est ainsi convenu.

2.3 En ce qui concernait les organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises, le Président a proposé que, conformément aux arrangements ad hoc adoptés, et en attendant l'adoption de critères et conditions régissant l'octroi aux organisations internationales intergouvernementales du statut d'observateur à l'OMC, les organes subsidiaires décident quelles organisations inviter à leur réunion suivante.

2.4 Le Conseil du commerce des marchandises en est ainsi convenu.

3. République dominicaine - Renégociation de la Liste XXIII
- Demande de dérogation

3.1 Le Président s'est référé au paragraphe 3 b) de l'article IX de l'Accord sur l'OMC qui dispose ce qui suit:

"Une demande de dérogation concernant les Accords commerciaux multilatéraux figurant aux Annexes 1A, 1B ou 1C et leurs annexes sera présentée initialement au Conseil du commerce des marchandises, au Conseil du commerce des services ou au Conseil des ADPIC, respectivement, pour examen dans un délai qui ne dépassera pas 90 jours. A la fin de ce délai, le Conseil saisi présentera un rapport à la Conférence ministérielle."

3.2 Le Président a indiqué que, conformément à cette disposition, une communication dans laquelle la République dominicaine demandait à être relevée de ses obligations au titre de l'article II du GATT de 1994 pour transposer dans le Système harmonisé et renégocier sa Liste XXIII antérieure au Cycle d'Uruguay avait été soumise au Conseil pour examen (G/L/4). Il avait été informé que cette demande de dérogation devait faire l'objet de nouvelles discussions et a donc proposé au Conseil de l'autoriser à engager des consultations informelles sur ce point.

3.3 Le Conseil du commerce des marchandises en est ainsi convenu.

3.4 Le Président a rappelé que le Conseil disposait d'un délai de 90 jours pour examiner les demandes de dérogation, avant de présenter un rapport au Conseil général.

4. Mise au point définitive des listes de concessions concernant les marchandises (suivi de la réunion de vérification informelle du 31 mars 1995 du Comité de l'accès aux marchés)

4.1 Le Président a indiqué que le Comité de l'accès aux marchés avait tenu une réunion informelle, le 31 mars 1995, pour vérifier des projets de listes finales de concessions. Il a invité le Président du Comité de l'accès aux marchés à rendre compte de ce qui s'était dit à cette réunion.

4.2 M. Saint-Jacques, Président du Comité de l'accès aux marchés, a déclaré qu'à la réunion informelle du Comité, tenue le 31 mars 1995, les Listes de 16 pays avaient été examinées, mais que seules celles de la Gambie et du Tchad avaient été jugées vérifiées.

4.3 A cette réunion, il avait été proposé de reporter au 24 avril 1995 la date limite de présentation des Listes négociées au Conseil général, fixée au 31 mars 1995, dans la Décision intitulée "Achèvement des négociations sur les Listes concernant les marchandises et les services", adoptée par le Conseil le 31 janvier 1995 (WT/L/30). Ce report avait été jugé nécessaire parce que plusieurs projets de listes venaient d'être distribués, ce qui faisait que les Membres n'avaient pas assez de temps pour les examiner et/ou engager des négociations.

4.4 Le Président a proposé que le Conseil prenne note de ces informations et soumette les Listes de la Gambie et du Tchad au Conseil général en recommandant leur approbation. Il a suggéré aussi que le Conseil prenne note de la proposition du Comité de l'accès aux marchés concernant la prolongation du délai de présentation des listes et recommande au Conseil général de reporter au 24 avril 1995 la date limite de présentation des Listes négociées, prévue dans la Décision intitulée "Achèvement des négociations sur les Listes concernant les marchandises et les services". A cet égard, il a proposé que le Conseil l'autorise à présenter un rapport oral sur ce point à la réunion du Conseil général qui aurait lieu aussitôt après la deuxième réunion du Conseil du commerce des marchandises.

4.5 Le Conseil du commerce des marchandises en est ainsi convenu.

4.6 Le Président a informé le Conseil qu'il était proposé de procéder de manière analogue pour les Listes concernant les services.

4.7 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note de cette information.

5. Notification présentée par la Malaisie conformément à l'article XVIII:C du GATT de 1994 et à la Décision de 1979 sur les mesures de sauvegarde à des fins de développement

5.1 Le Président a dit que, comme le Conseil le lui avait demandé à sa précédente réunion, il avait engagé des consultations sur la notification de mesures présentée par la Malaisie conformément à l'article XVIII:C et à la Décision de 1979 sur les mesures de sauvegarde à des fins de développement. Il avait rencontré des représentants des deux pays concernés, séparément et ensemble, et il avait en outre tenu des consultations plurilatérales.

5.2 Jusque-là, ces consultations n'avaient pas permis d'arriver à une conclusion au sujet des conséquences que pouvait avoir la date de présentation de la notification de la Malaisie. Il avait cependant appris récemment que ce pays avait proposé d'adopter une mesure différente pour régler son problème. Ce fait nouveau aurait évidemment d'importantes répercussions sur le processus de consultation. Néanmoins, le Président attendait des précisions sur la proposition de la Malaisie et il présenterait au Conseil un rapport plus complet le moment venu.

5.3 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note du rapport du Président sur les consultations.

6. Accord sur l'inspection avant expédition

- Rapport intérimaire sur le statut juridique de l'entité indépendante prévue à l'article 4 de l'Accord

6.1 Le Président a rappelé qu'à sa dernière réunion le Conseil avait demandé au Secrétariat de poursuivre ses consultations avec les délégations intéressées ainsi qu'avec la Chambre de commerce internationale (CCI) et la Fédération internationale des sociétés d'inspection (IFIA), en vue de proposer une solution aux questions du statut de l'entité indépendante et de la responsabilité juridique de cette entité, de son personnel et des membres des groupes spéciaux. Le Conseil était convenu de revenir sur cette question à sa réunion suivante.

6.2 Le Secrétariat avait informé le Président que ces consultations n'étaient pas encore achevées, mais il espérait pouvoir soumettre une solution au Conseil dans un proche avenir.

6.3 M. Shaver, observateur de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), a informé le Conseil que, dans le domaine de l'inspection avant expédition, son organisation avait commencé à prendre des dispositions pour aider ses membres à retrouver les attributions qu'ils avaient perdues au profit des entités d'inspection. Des pourparlers avaient été engagés avec la Banque mondiale et le FMI afin d'obtenir leur soutien pour l'exécution de vastes programmes de réforme douanière dans les pays qui avaient recours à l'inspection avant expédition. Un projet pilote était sur le point de démarrer dans l'une des administrations membres de l'OMD, qui visait à supprimer progressivement l'inspection avant expédition et à restituer à l'Administration des douanes tous ses pouvoirs. L'intervenant a ajouté qu'il communiquerait au Secrétariat un document sur cette question en vue d'informer les Membres de l'opinion de l'OMD au sujet de l'inspection avant expédition et de ce qu'elle prévoyait pour aider ses membres dont les opérations étaient menacées par le recours généralisé aux entités d'inspection avant expédition.

6.4 Le Président a proposé que le Conseil prenne note de ces informations. Il a aussi proposé que le Conseil demande au Secrétariat de poursuivre ses consultations avec les délégations intéressées ainsi qu'avec la CCI et l'IFIA au sujet du statut juridique de l'entité indépendante et qu'il convienne de revenir sur cette question à sa réunion suivante.

6.5 Le Conseil du commerce des marchandises en est ainsi convenu.

7. Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce

- Recommandation du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce

7.1 Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 20 février 1995 le Conseil du commerce des marchandises avait demandé au Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce d'examiner la question des arrangements à prévoir pour les notifications relatives aux mesures concernant les investissements et liées au commerce que devaient présenter les pays admis à devenir Membres originels de l'OMC qui acceptaient l'Accord sur l'OMC après son entrée en vigueur, c'est-à-dire après le 1er janvier 1995, et de formuler des recommandations appropriées sur ce point. Comme l'avait relevé le Groupe de contact qui avait entrepris des travaux préparatoires au sujet des procédures de notification au titre de l'Accord sur les MIC, le problème qui se posait à cet égard était que, pour les pays en question, le délai de 90 jours fixé pour la présentation des notifications au titre de l'article 5:1 de l'Accord risquait d'avoir expiré au moment où ils acceptaient l'Accord sur l'OMC.

7.2 Comme suite à cette demande du Conseil, le Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce avait examiné la question à sa réunion du 3 mars 1995. Un projet de recommandation établi sur la base des discussions qui avaient eu lieu avait été distribué dans le document G/TRIMS/W/1 en date du 17 mars 1995, dans lequel le Comité avait recommandé au Conseil du commerce des marchandises de soumettre au Conseil général, pour adoption, une décision prévoyant que les Etats et territoires douaniers distincts qui acceptaient l'Accord sur l'OMC après son entrée en vigueur disposeraient d'un délai de 90 jours après la date de leur acceptation de l'Accord sur l'OMC pour présenter leurs notifications au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC. Comme aucune observation sur ce projet de recommandation n'avait été reçue au 30 mars 1995, celui-ci était devenu une recommandation approuvée du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce au Conseil du commerce des marchandises, qui avait été distribuée dans le document G/TRIMS/2. Le texte de la décision que le Conseil du commerce des marchandises avait été invité à soumettre au Conseil général pour adoption figurait à la fin du paragraphe 2 de ce document.

7.3 Ce point avait été inscrit à l'avance à l'ordre du jour de la réunion du Conseil du commerce des marchandises parce qu'il était souhaitable que cette décision prenne effet dès que possible après le 31 mars 1995, sans attendre la réunion suivante du Conseil général. Le Président a fait remarquer que la décision contenue dans le document G/TRIMS/2 était identique à celle qui figurait dans le document G/TRIMS/W/1.

7.4 Le Président a proposé que le Conseil du commerce des marchandises prenne note du projet de recommandation et de la décision qu'il contenait et soumettre celle-ci au Conseil général pour adoption.

7.5 Le Conseil du commerce des marchandises en est ainsi convenu.

8. Accords de libre-échange entre la République tchèque et la Roumanie et entre la République slovaque et la Roumanie

8.1 Prenant la parole au nom de la République slovaque et de la Roumanie au titre des "Autres questions", le représentant de la République tchèque a informé le Conseil du commerce des marchandises de la signature récente d'accords de libre-échange entre la République tchèque et la Roumanie et entre la République slovaque et la Roumanie.

8.2 Ces accords de libre-échange étaient appliqués provisoirement depuis le 1er janvier 1995 et entreraient en vigueur définitivement lorsque les procédures de ratification respectives seraient achevées. Ils portaient sur des produits relevant des chapitres 1 à 97 du Système harmonisé et prévoyaient l'établissement progressif de zones de libre-échange entre les parties au sens de l'article XXIV de l'Accord général. Ces zones devaient être établies pendant une période transitoire qui prendrait fin au plus tard le 1er janvier 1998, date à laquelle les droits de douane et les autres règlements commerciaux restrictifs auraient été abolis pour la quasi-totalité des échanges entre les parties. Les accords de libre-échange contenaient également des dispositions concernant, entre autres, les monopoles d'Etat, la concurrence, l'aide de l'Etat, les marchés publics et la protection des droits de propriété intellectuelle. En outre, des clauses évolutives offraient la possibilité d'étendre le champ des accords à des secteurs qui n'étaient pas couverts pour le moment. Le texte des accords serait communiqué en temps utile aux Membres de l'OMC.

9. Groupe de travail de l'élargissement de l'Union européenne: Adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède aux Communautés européennes

- Présidence du Groupe de travail

9.1 Prenant la parole au titre des "Autres questions", le Président a rappelé qu'à sa réunion de février 1995, le Conseil avait établi un groupe de travail de l'élargissement de l'Union européenne, chargé d'examiner l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède aux Communautés européennes. A cette réunion, le Conseil l'avait autorisé à désigner le Président du Groupe de travail en consultation avec les délégations principalement concernées. Il a informé le Conseil que M. Armstrong (Nouvelle-Zélande) avait accepté de présider le Groupe de travail.

9.2 Le Conseil du commerce des marchandises a pris note de cette information.